



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS

Recueil spécial 25 janvier 2019 (n° 2 - rectificatif)

SOMMAIRE

PREFECTURE DES PYRENEES-ORIENTALES

DIRECTION DES SECURITES

BUREAU DE LA SECURITE INTERIEURE

. Arrêté PREF/CAB/BSI/20190025-0002 du 25 janvier 2019 portant interdiction de manifestation sur les barrières de péage et leurs abords de l'autoroute A.9, situés sur les communes du Boulou, Rivesaltes et Perpignan (rectificatif)

PRÉFET DES PYRÉNÉES-ORIENTALES

Préfecture

Cabinet du Préfet
Direction des sécurités
Bureau de la sécurité
intérieure

Arrêté préfectoral PREF/CAB/BSI/2019-002) du 25 janvier 2019 portant interdiction de manifestation sur les barrières de péage et leurs abords de l'autoroute A9 situés sur les communes de Le Boulou, de Rivesaltes et de Perpignan.

Le Préfet des Pyrénées-Orientales,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code de la sécurité intérieure, et notamment ses articles L.211-1 à L.211-4 ;

Vu le code pénal, et notamment ses articles 431-3 et suivants et R.610-5 ;

Vu le code de la route et notamment l'article L.111-1 ;

Vu le code de la route, et notamment les articles R.412-34 et suivants ;

Vu la loi n°2000-321 du 12 avril 2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations ;

Vu la loi n° 2017-150 du 30 octobre 2017 renforçant la sécurité intérieure et la lutte contre le terrorisme ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu le décret du 9 mai 2018 portant nomination de Monsieur Philippe CHOPIN, préfet des Pyrénées-Orientales ;

Considérant que l'autoroute A9, traversant le département des Pyrénées-Orientales, est un axe de transit européen entre l'Espagne et l'Europe du Nord, particulièrement fréquenté (*30000 véhicules par jour en moyenne*) et de dessertes locales importantes ;

Considérant que, dans le contexte actuel de menace terroriste persistante et du rétablissement temporaire des contrôles aux frontières intérieures françaises, les forces de sécurité sont pleinement mobilisées pour assurer la sécurisation générale du département des Pyrénées-Orientales et en particulier l'effort spécifique demandé sur la mission de garde-frontière ;

Considérant qu'en application de l'article L. 211-1 du code de la sécurité intérieure, *sont soumis à l'obligation d'une déclaration préalable tous cortèges, défilés et rassemblements de personnes, et, d'une façon générale, toutes manifestations sur la voie publique* ; et qu'en application de l'article L. 211-2 du même code, toute déclaration est faite à la mairie de la commune pour la zone gendarmerie, sur le territoire de laquelle est organisée la manifestation ou à la Préfecture lorsque cette dernière est organisée en zone police, dans un délai de trois jours francs au moins et quinze jours au plus avant la date de la manifestation ;

.../...

Considérant la présence régulière d'individus depuis le 17 novembre 2018, dans le cadre du mouvement social dit des « gilets jaunes », sur les abords des échangeurs autoroutiers de l'autoroute A9, au niveau du rond-point dit du « cadran solaire » sur la RD 83 à Rivesaltes, desservant la RD 12, la RD 900, la RD 83 et l'échangeur n°41 dit de « Perpignan Nord » ; sur les rond-points Euro-méditerranéenne, du pont Trencat, de Hambourg, de Copenhague, d'Amsterdam, d'Anvers et les abords de l'échangeur 42 dit de Perpignan Sud, ainsi qu'au niveau du rond-point de la RD 900, sur la commune de Le Boulou, desservant l'échangeur n°43 dit « de la petite barrière du Boulou » et la RD 900 ;

Considérant les appels lancés sur les réseaux sociaux par les « gilets jaunes » en vue de la poursuite des manifestations dans le département des Pyrénées-Orientales, le samedi 26 et le dimanche 27 janvier 2019 ;

Considérant que ces appels pourraient se traduire à nouveau par des rassemblements sur les abords des échangeurs autoroutiers précités ;

Considérant qu'aucune déclaration préalable de manifestation n'a été déposée à la mairie du Boulou, à la mairie de Rivesaltes et en Préfecture sur les sites précités pour le samedi 26 et le dimanche 27 janvier 2019 ; qu'ainsi, en l'absence d'organisateur identifié ou déclaré, il n'est pas possible de mettre en place un dispositif préventif permettant de garantir le bon déroulement et de sécuriser les manifestations ;

Considérant que l'article R.412-34 et suivants du code de la sécurité routière interdit le stationnement et la circulation des piétons sur le ruban autoroutier ;

Considérant que les sites précités ne sont pas des sites appropriés pour organiser en toute sécurité des rassemblements à caractère revendicatif ;

Considérant que l'occupation régulière par des manifestants des sites précités avec la mise en place de barrages filtrants ou bloquants par intermittence, depuis le 17 novembre 2018, engendre parfois de vives tensions entre les usagers et les manifestants ; que ces tensions malgré le rôle modérateur des policiers et des gendarmes, sont susceptibles d'engendrer des risques sérieux de troubles à l'ordre et à la sécurité publics ;

Considérant que cette présence non déclarée occasionne un risque sérieux et certain pour les manifestants et pour les usagers de la route ;

Considérant de surcroît que ces manifestations sont susceptibles de porter atteinte au principe de libre circulation et notamment à la libre circulation entre la France et l'Espagne ;

Considérant qu'il appartient au préfet du département de prendre toutes les mesures nécessaires au maintien de l'ordre et de la sécurité publics ;

Considérant que, dans le cas d'espèce, seule l'interdiction de la tenue de ces manifestations est de nature à prévenir les troubles à l'ordre public et les accidents routiers susceptibles de se produire ;

Sur proposition de Madame la sous-préfète, directrice de cabinet ;

ARRÊTE :

Article 1^{er}. : Tout rassemblement non déclaré, organisé dans le cadre du mouvement dit « des gilets jaunes », susceptible de se dérouler sur les emprises des péages de l'autoroute A9 et sur les rond-points de la RD 900 situés sur la commune de Le Boulou, du « cadran solaire » sur la commune de Rivesaltes, sur les rond-points Euro-Méditerranée, du pont Trencat, de Hambourg, d'Amsterdam et de Copenhague sur la commune de Perpignan et leurs abords, ainsi que les environs des échangeurs 41, 42 et 43 de l'autoroute A9, est interdit le samedi 26 janvier et le dimanche 27 janvier 2019.

Article 2. : Tout contrevenant à cette interdiction est passible des sanctions pénales prévues par l'article 431-9 et R 610-5 du code pénal, ainsi que l'article 431-3 du Code Pénal.

Article 3. : Le présent arrêté sera affiché à la préfecture, à la mairie de Perpignan, de Le Boulou et de Rivesaltes. Il sera notifié aux maires de Perpignan, de Le Boulou et de Rivesaltes et pourra faire l'objet d'une notification directe sur site par les forces de l'ordre.

Article 4. : Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification, d'un recours administratif auprès du préfet des Pyrénées-Orientales ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier.

Article 5. : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et sera consultable sur le site internet de la préfecture des Pyrénées-Orientales (www.pyrenees-orientales.pref.gouv.fr).

Article 6. : Madame la directrice de cabinet du préfet, Monsieur le secrétaire général de la préfecture, Messieurs les sous-préfets de Céret et de Prades, Monsieur le directeur départemental de la sécurité publique, Monsieur le commandant du groupement de gendarmerie départementale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Perpignan, le 25 janvier 2019

Le Préfet



Philippe CHOPIN